

Le temps libre, une valeur de gauche ?

Les luttes pour la transformation de l'organisation du temps, et pour sa possession, sont présentes dans toutes les sociétés : esclavage et servage, temps de Dieu, jours fériés, interdiction du travail industriel aux aristocrates... Dans l'époque moderne, disons depuis 1789, nous avons vécu deux périodes.

Avec l'une, liée au triomphe des bourgeoisies urbaines après 1789 et à la révolution industrielle, la gauche – et souvent le mouvement socialiste – fut en pointe tout au long du XX^e siècle et jusqu'en 1936 pour organiser un partage plus juste des temps et inventer des phénomènes aussi radicalement nouveaux que les congés payés ou la retraite. Le temps libre est alors (nous y reviendrons) indéniablement une valeur de gauche et d'une « petite droite » qui pensait que la surexploitation était antiproductiviste – disons une « droite anglaise » qui nous a légué les notions de tourisme et de week-end. Après

1945, deux phénomènes se chevauchent. La « démocratisation des acquis de 1936 » va mettre un demi-siècle à se réaliser avec le départ en vacances, les 40 heures effectives, la bataille des gauches, des comités d'entreprise, du tourisme social, des syndicats et des socialistes. Dans son sillage, les Trente Glorieuses, avec les vacances de masse, la voiture pour tous... Tout cela jusqu'en 1981 avec les 39 heures et la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans, le ministère du Temps libre. En 1981, quasiment se rejoue 1936 en plus « *soft* » mais dans la même lignée : la gauche, c'est moins de travail. De ce point de vue, 1981 termine 1936.

Mais en même temps, sans que cela soit très explicite, en 1981 une autre aventure a déjà commencé : la réorganisation de la société autour de l'économie du cerveau, des études longues, du salariat féminin de masse et de l'allongement exceptionnel de la vie. Autrement dit, après l'organisation du temps des sociétés industrielles qui

1 : Jean Viard est l'auteur du *Le Sacre du temps libre, la société des 35 heures*, Aube, Paris, 2002, et *Éloge de la mobilité, essai sur le capital temps libre et la valeur travail*, Aube, Paris, 2006.

avait été construite dans les affrontements sociaux de 1848 à 1936 et prolongée en 1981, après cela, commence une autre histoire, celle de nos sociétés de l'individu, du stress, du travail de plus en plus réduit en durée... Pour faire image, disons que l'histoire sociale – et masculine – des tensions entre temps de travail et temps libres qui a dominé pendant cent cinquante ans notre vie publique, cette histoire sociale est peu à peu bousculée par une autre histoire, celle du temps de 1968, du féminisme, de la bi-activité de ménages instables, de retraites longues, d'études interminables, d'aventures multiples...

La durée du travail a diminué avant 1789 dans les villes, augmenté massivement après la Révolution, commencé à décroître après 1848. De nos jours, nous travaillons à peu près 63 000 heures dans nos vies contre 200 000 heures avant 1914, alors que notre vie est passée de 500 000 heures à 700 000 heures. Et les deux phénomènes sont liés.

Mais la relation entre ces deux histoires n'est pas claire. Elle n'est pas aboutie et peu pensée. C'est pourquoi l'excellente réforme des 35 heures est aujourd'hui quasi indéfendable dans un discours de gauche. Nous allons y revenir. Résumons. La durée du travail est de tout temps une décision politique : journée de 12 heures, 10 heures ou 8-heures, dimanche férié, congés payés, âge de la retraite, travail du dimanche ou de nuit... La durée du travail a diminué avant 1789 dans les villes, augmenté massivement après la Révolution, commencé à décroître après 1848. De nos jours, nous travaillons à peu près 63 000 heures dans nos vies contre 200 000 heures avant 1914, alors que notre vie est passée de 500 000 heures à 700 000 heures. Et les deux phénomènes sont liés.

Ainsi, maintenant, après avoir étudié, travaillé et dormi, il nous reste près de 60 % de notre temps de vie de disponible pour autre chose, contre

20 % avant 1914 : là est la grande révolution économique, sociale et culturelle du XX^e siècle. Et la gauche l'a largement portée. C'est pourquoi on peut « se réaliser dans son travail », y compris les dames – et le contrat de travail, quand il est à durée indéterminée, est plus protecteur pour les mamans que le contrat de mariage. N'oublions pas que cette France des 35 heures est aussi celle des deux enfants par femme dont 57 % naissent hors mariage. C'est là que commence la deuxième histoire dont je parlais précédemment. Celle du présent et de demain. Déroulons.

La mise en ordre juste du temps industriel

Le mouvement socialiste, vers 1848 (quand Pierre Leroux inventa le mot « socialisme »), prit naissance dans une société où la journée de travail était de 12 heures, le dimanche non légalement férié, le samedi travaillé, les vacances et la retraite inexistantes. Il fallut un siècle de luttes sociales pour arriver à la journée de 8 heures, cinq jours par semaine, les congés payés, la retraite et la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans. On peut parler, avec 1936 et les lois de 1945, d'un « aboutissement des rêves sociaux de la révolution industrielle ». 1981 viendra mettre une dernière touche à cette histoire avec la cinquième semaine de congés payés. Un ordre du temps industriel se mit donc en place, largement masculin, avec dans la réalité des semaines de quelque 48 heures avec les heures supplémentaires. Ce temps invente des

Il fallut un siècle de luttes sociales pour arriver à la journée de 8 heures, cinq jours par semaine, les congés payés, la retraite et la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans. On peut parler, avec 1936 et les lois de 1945, d'un « aboutissement des rêves sociaux de la révolution industrielle ». 1981 viendra mettre une dernière touche à cette histoire avec la cinquième semaine de congés payés.

moments de travail et des moments de repos en alternance – tandis qu'avant les sociétés se cliquaient surtout entre travailleurs et rentiers, plus ou moins soumis aux aléas du climat. Ce temps industriel organise la place du travail sur un modèle masculin de généralisation et des alternances entre travail et repos. Il structure le temps : de la journée, avec 8 heures de travail ; de la semaine, avec 5 jours de travail ; de l'année, avec 47 semaines de travail ; de la vie, avec 38 ou 40-années de travail.

L'histoire de cette lutte pour un temps juste des sociétés industrielles est largement une histoire de gauche, même si les congés payés ne faisaient pas partie du programme de 1936 (les communistes craignaient que les gens, en vivant bien, perdent leurs désirs de révolution...), et en comptant l'apport déterminant des radicaux et du monde enseignant. Deux projets en réalité se télescopaient. D'une part, il y avait la notion de vacances (vacant), « vide », qui vient du Moyen Âge, car, dans les sociétés agraires, les écoles comme les tribunaux étaient vides en période de récolte, tout le monde étant aux champs pour récolter ou contrôler les récoltes. Plus tardivement, émerge l'idée de voyage puis de tourisme comme valeur de découverte, d'altérité, de plaisir. Les congés payés sont la rencontre de ces deux histoires et la gauche en France s'en est faite le chantre. Même si Staline et Hitler avaient octroyé des congés payés avant la France.

Il faut penser ces bouleversements comme la lutte pour la sortie du temps des sociétés religieuses où les temps sociaux, y compris la durée du travail, étaient réglés par l'Église. Dans la période 1848-1936, le temps des sociétés industrielles s'est nourri de la lutte sociale pour vivre mieux, de la difficulté à quitter les cadres religieux (le dimanche ne redevient définitivement férié qu'en 1906, soit un an après la séparation de l'Église et de l'État) et de la réflexion sur la productivité du travail par le besoin d'éducation, de santé et de

« reconstitution de la force de travail ». Le temps nécessaire à la consommation a peu à peu émergé au fur et à mesure que la consommation « a tiré » la croissance et les niveaux de vie. La société de consommation se met en place, en parallèle avec l'augmentation des femmes salariées : 50 % en 1974, 80 % aujourd'hui. Au cours de cette histoire-là, le temps libre est une valeur de gauche, avec l'éducation et la santé. Pensons à Léon Blum, Jean Zay, Léo Lagrange. Et pour finir François Mitterrand.

Dans la période 1848-1936, le temps des sociétés industrielles s'est nourri de la lutte sociale pour vivre mieux, de la difficulté à quitter les cadres religieux (le dimanche ne redevient définitivement férié qu'en 1906, soit un an après la séparation de l'Église et de l'État) et de la réflexion sur la productivité du travail par le besoin d'éducation, de santé et de « reconstitution de la force de travail ».

La difficile naissance d'un temps post-industriel

L'organisation progressive d'un modèle social bâti sur un équilibre radicalement neuf entre éducation, travail, loisir, santé et vacances va bouleverser en profondeur nos sociétés. Tout simplement en augmentant l'espérance de vie de 40 % au XX^e siècle et en multipliant le PIB par cinq sur la même période (ceci entièrement après 1945, quand tous ces phénomènes se sont mis en place, car la France de 1945 avait un PIB légèrement inférieur à celle de 1900). Ce temps post-industriel découle de trois notions inséparables : éducation, temps libre et santé. L'un sans cesse renforce l'autre, bouleverse les conditions de travail du plus grand nombre... Avant 1914, l'espérance de vie était en moyenne de 500 000 heures pour une durée du travail autour de 200 000 heures.

Comme on dormait environ 200 000 heures dans une vie, le temps disponible de non-travail moyen était pour les hommes souvent de 100 000 heures dans toute une vie. Un siècle plus tard, ce temps libre a quasiment quadruplé : 400 000 heures dans des vies de 700 000 heures, où il faut travailler 63 000 heures pour obtenir ses droits à la retraite. Ce qui veut dire que c'est le cumul Sécurité sociale, santé, éducation, travail en moins, qui a concouru à cette gigantesque augmentation du « temps libre », c'est-à-dire du temps où on ne travaille pas et où on ne dort pas – mais surtout d'un temps disponible parce que nous avons enfin atteint le rêve des générations anciennes : offrir massivement au plus grand nombre « des vies complètes », comme disait Jean Fourastié. Même si, en 2009, un cadre vit en moyenne sept ans de plus qu'un ouvrier – ce qui montre bien le lien entre éducation, études et durée du travail dans l'espérance de vie.

Si les résultats des avancées sociales de la période 1848-1936 sont si frappants, pourquoi ne pas continuer dans le même sens et faire de tous des centenaires ? En posant cette question, question juste et importante, on voit bien en même temps qu'il y a peut-être une limite à la réduction du temps de travail car « la société sans travail » n'a pas encore été inventée. Et peut-être surtout, comment s'organise une société au travail si rare, avec quelles valeurs, quelles solidarités, quels projets ?

Alors, si les résultats des avancées sociales de la période 1848-1936 sont si frappants, pourquoi ne pas continuer dans le même sens et faire de tous des centenaires ? En posant cette question, question juste et importante, on voit bien en même temps qu'il y a peut-être une limite à la réduction du temps de travail car « la société sans travail » n'a pas encore été inventée. Et peut-être surtout, comment s'organise une société au travail si rare, avec quelles valeurs, quelles solidarités, quels pro-

jets ? Et nous arrivons là aux débats inaboutis liés aux 35 heures. Revenons. Dès les années 1970, notamment à la CFDT, on pensait aux 35 heures comme un nouvel art de vivre d'une société féminisée et tertiaisée. On pensait, avec les 35 heures, commencer à sortir de l'ordre masculin du travail industriel, 8 heures x 5 jours sur 7, 11 mois sur 12, avant 60 ans. On pensait passage de la fatigue physique au stress... Il ne paraissait pas possible que la vie se soit allongée de vingt-cinq ans en un siècle, que les femmes aient bientôt un taux d'emploi salarié comparable à celui des hommes, que la nature des emplois ait été complètement bousculée par les révolutions technologiques, que l'on fasse 30 000 heures d'études pour travailler 63 000 heures..., sans qu'un véritable débat de société ne s'ouvre sur une politique du temps et des protections sociales nécessaires à ce temps long, discontinu, passionnant, irrégulier. Et ce en incluant durée du travail hebdomadaire, annuel, et sur la vie avec la question des retraites – mais aussi les problèmes de formation. Avec des questions essentielles sur la place des enfants entre deux parents hyperactifs justement au moment de leur enfance et dans des couples fragilisés.

Mais les 35 heures arrivent en fait sur la scène politique des années 1990 par une autre voie. Elles émergent à une époque où les ravages de l'informatisation dans les entreprises et les nouveaux concurrents d'Asie nous ont fait lire *La Fin du travail* (La Découverte, 1996) de Jeremy Rifkin et autres auteurs. La montée, apparemment inexorable, du chômage a fait chercher des solutions dans l'urgence. Gilles de Robien essaya des 35-heures souples, Volkswagen aussi... Puis les lois Aubry furent françaises et réglementaires. L'idée de l'époque, de partage du gâteau-travail, fait aujourd'hui – et à juste titre je crois – vieux jeu. Mais le contexte de la mesure ne doit pas être confondu avec le fond du débat. Les 35 heures ont donc été mises en place après 1997 pour faire reculer le chômage comme si le travail était un stock. Alors que le travail est largement un flux.

Certes. Surtout, on ne les a pas liées à l'histoire du temps libre et des vacances, on les a bâties comme « envers du travail », non-travail par solidarité avec les chômeurs face aux mutations technologiques. Un petit parfum de « chômage partiel » en somme. Il n'y a pas eu de politique pour ces nouveaux temps libres, de réflexion, de luttes contre les nouvelles inégalités créées...

Le lien en réalité était faible avec les réflexions féministes de la CFDT et avec une réflexion sur la place du travail en société de vies longues, d'études complexes, de vies irrégulières... Et il n'y a pas eu de lien entre 35 heures dans la semaine, études tout au long de la vie et nombre d'années de travail pour la retraite. Il fallait poursuivre la construction d'un nouvel ordre du temps, penser la durée du travail sur la vie, 67 000 heures minimum pour tous (35 heures x 42 ans) en échange du droit aux études jusqu'à 18 ans, du droit à la santé, à la retraite, avec de possibles réductions pour études longues, enfants, pénibilité, risques... Et en pensant un objectif de deux enfants par femme qui est aussi une garantie du paiement futur des retraites et qui correspond le plus souvent aux attentes des femmes (la florissante natalité française est sans doute en partie liée aux 35 heures).

Faute d'un discours novateur, féministe et individualiste, faute d'une compréhension des mécanismes de cette société à la vie longue et au travail court, la droite a pu faire comme si les 35 heures étaient un remake maladroit de 1936 et s'est saisie de la valeur travail très habilement. La gauche est alors apparue comme le camp du non-travail.

On aurait pu négocier les 35 heures en lien avec l'allongement des années de cotisations de retraite pour prendre acte d'une société de vies plus longues, modifiant la pyramide des âges. Société plus individuée aussi, irrégulière, où on pourrait penser

en masse de temps de travail sur la vie, chacun densifiant son travail comme il le souhaite en lien bien sûr avec les attentes des entreprises et les phases économiques. Mais, faute d'un discours novateur, féministe et individualiste, faute d'une compréhension des mécanismes de cette société à la vie longue et au travail court, la droite a pu faire comme si les 35 heures étaient un *remake* maladroit de 1936 et s'est saisie de la valeur travail très habilement. La gauche est alors apparue comme le camp du non-travail. Là où, depuis 1948, la gauche était le camp du travail, et de la justice face au travail et de la découverte des temps libres populaires et laïques des vacances, de la culture, de la mer...

Le temps des possibles

Les 35 heures ont ouvert un nouveau compte des temps sociaux, et ce indépendamment du discours qui les justifia. Un temps qu'il va falloir construire et réguler, démocratiser. Un temps où la productivité doit croître, la créativité augmenter, la protection sociale devenir plus individuelle pour protéger nos modes de vie actuels. Autrement dit, un temps post-35 heures, où chacun peut travailler plus ou moins suivant les épisodes de sa vie, sans logique de carrière rigide et contraignante, ni âge butoir imposé. Le dépassement des 35 heures comme nouvelle liberté donc, mais pour tous et par choix. Nous sommes entrés un peu par hasard dans un nouvel ordre, plus individuel, plus souple, qui doit être plus créatif, adapté à une société de l'économie de la connaissance et du service. Nous sommes donc face à un enjeu nouveau, fondateur de notre avenir, où se lient productivité du travail horaire (où nous sommes leader mondial), objectifs collectifs de production (voulons-nous travailler, produire et polluer par exemple autant que les États-Unis d'Amérique ?), la place égale faite aux femmes, l'équilibre de nos vies entre travail salarié, famille, action éducative auprès des enfants, temps à soi, sommeil, temps citoyen.

Ce débat de société doit avoir lieu. La gauche doit remettre la question du travail au cœur de sa problématique. La droite doit cesser de nous jouer sa fanfare idéologique. On doit penser travail des couples, et place des enfants – depuis 1974 où plus de 50 % des femmes sont salariées, la question du travail pensé par et pour les hommes doit être revisitée. Sait-on que la moyenne européenne du temps de travail par couple est de 70 heures ? Sait-on aussi que près de 20 % des femmes diplômées mariées italiennes n'auront jamais d'enfant par choix de carrière ? Et qui va payer leurs retraites ? Doit-on encore parler en années pour penser les retraites ? Comment lutter contre le fléau des temps partiels subis (essentiellement chez les mamans célibataires) ? La politique des heures supplémentaires n'est-elle pas d'abord un retour aux valeurs masculines du travail ?

Ce débat de société doit avoir lieu. La gauche doit remettre la question du travail au cœur de sa problématique. La droite doit cesser de nous jouer sa fanfare idéologique. On doit penser travail des couples, et place des enfants – depuis 1974 où plus de 50 % des femmes sont salariées, la question du travail pensé par et pour les hommes doit être revisitée.

Il nous faut inventer une citoyenneté par l'engagement dans la société par le travail, pour tous. Favoriser la productivité du travail sur la durée du travail, la capacité du choix à différents moments de sa vie, développer les irrégularités, les disconti-

nuités, les renouvellements voulus. Peut-être favoriser l'entrée dans les emplois publics en fin de parcours professionnel pour un État basé sur l'expérimentation et la maturité de ses agents – y compris avec des salaires de fin de carrière plus bas quand les enfants sont grands et la maison payée, mais des salaires de début de carrière en croissance plus rapide. Certes, défendre aujourd'hui les 35 heures fait indéniablement ringard. Car « tout le monde » en connaît les conséquences catastrophiques ! La situation de faillite dont parle notre Premier ministre en découle, la France a perdu le goût du travail... Mais quelqu'un aurait-il l'amabilité de me citer la référence de l'étude, la thèse ou l'ouvrage qui fonde ces affirmations ? En réalité, un tel texte n'existe pas, car la saturation de l'espace public par ces débats faussement évidents est un débat idéologique que la droite a gagné – y compris dans les propres rangs de la gauche. Il ne reste que ces pauvres salariés profitant des 35-heures pour les défendre. À 80 %, d'après certaines études. Le monde du travail, en somme, et leurs vieux syndicats... Soyons donc modernes !

L'enjeu pour la gauche, historiquement camp du temps libre et des vacances, est de sortir d'une lecture purement gestionnaire du social et de repenser la question sociale d'une société individualisée, féminisée, mobile, aléatoire, aux vies complètes pour beaucoup. Pour ce faire, il faut se réapproprier politiquement le travail, mais le travail d'aujourd'hui, où l'essentiel des emplois s'occupent de nos corps, de nos émotions, du sol, de la logistique et de moins en moins de la production d'objets.